



19.06.2017 13:19:06 SDA 0084bsf

WO / Berne (ats)

Politique, Gouvernement, Diplomatie, Economie et finances, Énergie et ressources, 11099200, 11099000

La prise de conscience de l'importance de l'eau est croissante

La "diplomatie bleue" s'impose de plus en plus comme instrument alliant la protection de cette ressource naturelle et la gestion de conflits. Une priorité partagée par Laurence Boisson de Chazournes, qui a été nommée par la Suisse membre du panel de haut niveau sur l'eau et la paix.

"La prise de conscience de l'importance de l'eau comme instrument de coopération et de paix est croissante dans le monde", explique Laurence Boisson de Chazournes, professeure de droit international à l'université de Genève. "L'occupation de barrages par les djihadistes de l'Etat islamique a augmenté la sensibilité au fait que ces enjeux sont de plus en plus pressants", ajoute-t-elle lors d'un entretien à l'ats.

Un des outils de la diplomatie "bleue" est le partage de l'eau. Selon le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), 40% de la population mondiale vit dans des zones de bassins partagés.

Pour Mme Boisson de Chazournes, "le partage, en application du principe de l'utilisation équitable et raisonnable, est obligatoire". Mais il ne doit pas être considéré "uniquement en termes de quantité, mais également de bénéfices."

"Une voix pour l'eau"

Le thème de l'eau concerne tous les acteurs, des coopérateurs aux gouvernements en passant par les populations.

"Le Conseil de sécurité de l'ONU n'a parlé que très récemment du rôle de l'eau dans la gestion des conflits", selon la professeure, qui en appelle à la responsabilité du politique. "Il y faudrait une voix pour l'eau".

Lancé à Genève en 2015 et porté par quatorze pays, le panel mondial sur l'eau et la paix s'est vu renforcé au printemps 2016 par l'appui donné par des représentants d'une quarantaine d'Etats. Ses travaux traitent principalement de trois sujets: le financement des infrastructures liées à l'eau, la protection de l'eau dans les conflits armés et les conflits intersectoriels. Il devrait annoncer ses recommandations le 14 septembre à Genève dans un rapport.